ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 juin 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 18 "relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services, en matière de taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 1er juillet 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e juni 1970 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr 18 "met betrekking tot de vrijstellingen ten aanzien van de uitvoer van goederen en diensten, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft de 1e juli 1970 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Pour répondre à la terminologie couramment employée dans le Code de la T.V.A., il est proposé d'écrire :

"... les prestations de services des courtiers et mandataires qui n'agissent pas ... ".

Article 2.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le bénéfice de l'exemption de la taxe prévue par l'article 39 du Code est subordonné aux formalités et justifications prévues par les articles 3 à 5".

Article 3.

L'alternative figurant dans cet article apparaît dans sa division en deux alinéas. Il n'est pas nécessaire que chacun de ces alinéas forme un paragraphe.

Au surplus, l'ordre de ces deux dispositions pourrait utilement être interverti.

La déclaration verbale prévue par l'alinéa 2 de l'article 3 ne doit pas être faite "au bureau désigné par le Ministre des Finances", mais à un des bureaux désignés tout au long de la frontière.

La phrase incidente : "où les biens doivent être présentés" ne constitue pas une obligation nouvelle, mais il est nécessaire qu'elle soit exprimée dans le texte actuel propre à la T.V.A., de manière à pouvoir être ultérieurement abrogée dans la législation douanière. Cette règle doit donc s'exprimer comme proposition principale.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Lorsque l'exportation des biens a lieu par la frontière belgo-luxembourgeoise ou par la frontière belgo-néerlandaise, ces biens doivent être présentés à un des bureaux désignés par le Ministre des Finances et faire l'objet d'une déclaration verbale. Une copie ... ".

Article 4.

La rédaction de cet article donne une idée peu exacte du mode de justification. Le fournisseur ne doit pas présenter spontanément les documents requis mais doit seulement les tenir à la disposition des agents qualifiés.

Le texte suivant est proposé pour le début de l'article :

"Le fournisseur des biens doit à tout moment être en possession de tous les documents justifiant la réalité de l'exportation et produire ceux-ci à toute demande des agents chargés du contrôle. Ces documents comprennent notamment les bons de commande ... ".

Article 5.

L'expression "fournisseur de services" devrait être remplacée par celle de "prestataire de services", selon la terminologie employée aux articles 6, alinéa 2, et 39, alinéa 2, du Code.

.../...

Le texte de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Les articles 3 et 4 sont applicables à l'exportation des biens par un prestataire de services qui les a soumis à un travail non prévu par l'article 41 du Code. Dans ce cas, les obligations incombant au fournisseur de biens doivent être remplies par le prestataire des services".

Article 7.

Si les suggestions formulées ci-avant au sujet de l'article 3 sont retenues, le début de l'article devrait se lire :

"L'article 3, alinéa 2, et l'article 4 sont ...".

L'alinéa 3 de l'article 7 prévoit "le maintien de la franchise".

Cependant, aucune autre disposition n'implique que la franchise n'a été au départ accordée qu'à titre provisoire. Cela devrait être dit.

Il est proposé de rédiger cet alinéa comme suit :

"La franchise est octroyée à titre provisoire. Elle n'est définitivement acquise qu'au moment de l'exportation des biens".

La même observation vaut pour les articles 8, alinéa 2, et 13, § 3.

.../...

Article 8.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa ler :

"Sans préjudice des exemptions prévues à l'article 41 du Code, les prestations de services qui se rapportent à des biens en transit ou en entrepôt, bénéficient de la franchise totale de la taxe si elles sont autorisées en vertu de la législation concernant les douanes et accises".

Article 11.

Le paragraphe ler contient deux propositions subordonnées articulées l'une sur l'autre.

Le texte pourrait être amélioré comme suit :

"§ ler. Bénéficie de la franchise totale de la taxe, l'importation des matières premières et matières auxiliaires appartenant à une personne établie à l'étranger, lorsque cette importation a lieu à destination d'un assujetti visé à l'article 10 et chargé d'un travail à façon pour le compte de cette personne".

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les assujettis visés à l'article 10 peuvent se faire livrer dans le pays ou importer, en franchise de la taxe, soit les biens qu'ils destinent à l'exportation, soit les matières premières et les matières auxiliaires autres que celles qui sont visées au § ler, entrant dans la fabrication de ces biens, et se faire fournir, en franchise de la taxe, les services qui concourent à cette fabrication.

.../...

Ces franchises ne peuvent toutefois être appliquées qu'à concurrence de 50, 75 ou 90 pour cent du montant total des taxes calculées sur la base imposable des importations et autres opérations selon que, au cours de l'année civile précédente, ces assujettis ont bénéficié des exemptions prévues par l'article 39 du Code pour un montant total d'au moins 50, 75 ou 90 pour cent de leur chiffre d'affaires. Pour les biens qu'ils importent, considérés isolément, la franchise ne peut dépasser le même rapport appliqué au montant total des taxes calculées sur la base imposable des importations de l'année civile précédente .

Les importations effectuées par la frontière ... (le surplus comme au projet) ... ".

Article 12.

Cet article prévoit que la franchise est subordonnée à une autorisation délivrée par l'administration.

Le délégué du Gouvernement reconnaît qu'en attribuant au Roi "le pouvoir de déterminer les conditions et les critères d'application de la franchise prévue par l'article 43 du Code de la T.V.A., le législateur a entendu ne réserver à l'administration que le droit d'apprécier et de contrôler si l'assujetti qui invoque la franchise remplit les conditions de son exercice. La compétence de l'administration est donc une compétence liée".

Il est également admis que l'administration devra motiver son refus d'autorisation si elle estime que l'assujetti revendique abusivement la franchise.

.../...

L'administration estime être en droit de retirer l'autorisation qu'elle aurait accordée si l'assujetti n'a pas rempli les conditions d'exercice de la franchise.

Dans les deux cas, le recours est ouvert devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Pour rencontrer les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'article 12 :

"Article 12.-

La franchise est subordonnée à l'introduction par écrit d'une demande d'autorisation adressée au chef de l'office de contrôle de la T.V.A. dont l'intéressé relève.

Dans les cas prévus à l'article 11, § 2, la demande indique le chiffre d'affaires à l'exportation et le chiffre d'affaires total réalisés par le requérant pendant l'année civile précédente.

Dans le délai de ... (par exemple, dans le mois) ... , l'administration accorde l'autorisation demandée si les conditions de son octroi sont réunies ou rejette la demande par une décision motivée.

L'autorisation cesse d'être valable le 31 décembre de l'année pour laquelle elle a été accordée.

Si l'assujetti a obtenu l'autorisation par fausse déclaration ou s'il ne respecte pas les conditions légales ou réglementaires auxquelles l'octroi de la franchise est soumis, l'administration peut retirer l'autorisation par décision motivée. Dans ce cas, l'assujetti est tenu de restituer le document faisant titre de l'autorisation".

.../...

Article 13, § 1er.

La comptabilité suffisante ne doit pas être nécessairement conforme aux exigences du Code de commerce.

L'adjectif "suffisante" n'ajoute rien à la portée du texte et pourrait donner naissance à des contestations. Il est proposé d'écrire plus simplement :

"... une comptabilité permettant à l'administration d'exercer son contrôle ... ".

Dans ce même paragraphe, aux alinéas 1er et 2, on pourrait utilement préciser qu'il s'agit des "fournisseur de biens ou prestataire de services, établis en Belgique".

Article 13, § 2.

La régularité exigée du bon de commande ne doit pas seulement être appréciée au regard du prescrit du § 1er et des mentions qu'il impose. Ce bon doit en outre être commercialement valable.

Il est proposé d'expliciter le § 2 ainsi qu'il suit:

"§ 2. Le fournisseur ou le prestataire des services est déchargé de toute responsabilité si le bon de commande qu'il a reçu est régulier et porte les mentions requises par le présent article".

Artikel 1.

Ter inachtneming van de gebruikelijke terminologie van het Wetboek van de B.T.W. leze men :

"... de diensten van makelaars en lasthebbers die niet handelen ...".

Artikel 2.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

De in artikel 39 van het Wetboek bedoelde vrijstelling van de belasting wordt maar verleend als de in de artikelen 3 tot 5 voorgeschreven formaliteiten en bewijzen nagekomen en geleverd zijn".

Artikel 3.

Het in dit artikel gestelde alternatief blijkt reeds uit de indeling in twee alinea's; deze hoeven geen paragrafen te vormen.

De twee bepalingen zouden bovendien beter in omgekeerde volgorde komen.

De mondelinge aangifte, bedoeld in het tweede lid van artikel 3, hoeft niet "op het door de Minister van Financiën aangeduide kantoor", maar op een van de langs de grens aangewezen kantoren te worden gedaan.

.../...

De tussenzin "waar de goederen moeten worden vertoond" legt geen nieuwe verplichting op, maar het is nodig die regel uitdrukkelijk te formuleren in deze B.T.W.-tekst, opdat hij later in de douane-wetgeving kan worden opgeheven; hij moet dan ook in de hoofdzin komen.

Men redigere het tweede lid als volgt :

"Wanneer goederen worden uitgevoerd over de Belgisch-Luxemburgse of over de Belgisch-Nederlandse grens, moeten zij worden vertoond op een van de door de Minister van Financiën aangewezen kantoren en moet er mondeling aangifte van worden gedaan. Tot staving ...".

Artikel 4.

Zoals dit artikel is geredigeerd, geeft het geen erg juist idee van de wijze waarop het bewijs wordt geleverd. De leverancier hoeft de vereiste stukken niet uit eigen beweging over te leggen maar moet ze ter beschikking houden van de bevoegde ambtenaren.

Men leze het begin van dit artikel als volgt :

"De leverancier van de goederen moet te allen tijde in het bezit zijn van alle documenten waaruit de echtheid van de uitvoer blijkt en moet deze op elk verzoek van de met de controle belaste ambtenaren overleggen. Die documenten zijn onder meer de bestelbons ...".

.../...

Artikel 5.

In de Franse tekst vervange men "fournisseur de services" door "prestataire de services", volgens de terminologie die gebruikt is in de artikelen 6, tweede lid, en 39, tweede lid, van het Wetboek.

Het eerste lid zou beter als volgt worden gelezen :

"De artikelen 3 en 4 zijn van toepassing op de uitvoer van goederen door een dienstverrichter, waaraan deze een niet in artikel 41 van het Wetboek bedoeld werk heeft verricht. In dat geval moeten de aan de leverancier van goederen opgelegde verplichtingen worden nagekomen door de dienstverrichter".

Artikel 7.

Als de voorstellen in verband met artikel 3 worden aangenomen, moet het begin van dit artikel als volgt worden gelezen :

"Artikel 3, tweede lid, en artikel 4 worden ...".

Het derde lid van artikel 7 voorziet in "het behoud van de vrijstelling".

Geen enkele andere bepaling impliceert echter dat de vrijstelling aanvankelijk slechts voorlopig werd verleend. Dit zou in de tekst moeten worden gezegd.

Voorgesteld wordt dit lid als volgt te lezen :

"De vrijstelling wordt voorlopig verleend. Zij wordt slechts definitief verkregen op het tijdstip dat de goederen worden uitgevoerd".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8, tweede lid, en 13, § 3.

Artikel 8.

Het eerste lid leze men als volgt :

"Onverminderd de vrijstellingen bedoeld in artikel 41 van het Wetboek, zijn de diensten die betrekking hebben op goederen in doorvoer of opgeslagen in entrepot geheel vrijgesteld van de belasting, indien zij toegestaan zijn krachtens de wetgeving inzake douane en accijnzen".

Artikel 11.

De redactie van § 1 is voor verbetering vatbaar.

De tekst kan als volgt worden verbeterd :

"§ 1. Gehele vrijstelling van de belasting wordt verleend voor de invoer van grondstoffen en hulpstoffen die toebehoren aan een in het buitenland gevestigd persoon, wanneer die uitvoer geschiedt ter bestemming van een in artikel 10 bedoelde belastingplichtige die voor rekening van die persoon met een maakloonwerk is belast".

Voorgesteld wordt, § 2 als volgt te lezen :

"§ 2. De in artikel 10 bedoelde belastingplichtigen mogen de door hen voor uitvoer bestemde goederen, de niet in § 1 bedoelde grondstoffen en hulpstoffen voor de vervaardiging van die goederen en de diensten met betrekking tot die vervaardiging, hier te lande afnemen of invoeren met vrijstelling van de belasting.

.../...

Die vrijstellingen mogen echter slechts worden toegepast tot een beloop van 50, 75 of 90 percent van het totaalbedrag van de belasting, berekend over de maatstaf van heffing voor de invoer en de andere handelingen naargelang die belastingplichtigen tijdens het verstreken kalenderjaar de vrijstellingen van artikel 39 van het Wetboek hebben genoten voor een totaalbedrag van ten minste 50, 75 of 90 percent van hun omzet. Voor de goederen welke zij invoeren, afzonderlijk beschouwd, mag de vrijstelling niet meer bedragen dan dezelfde verhouding, toegepast op het totaalbedrag van de belasting berekend over de maatstaf van heffing voor de invoer tijdens het verstreken kalenderjaar .

Invoer over de Belgisch-Luxemburgse of over de Belgisch-Nederlandse grens ... komt niet in aanmerking ... (zoals in het ontwerp)...".

Artikel 12.

Dit artikel bepaalt dat de vrijstelling afhankelijk is van een vergunning, verleend door de administratie.

De gemachtigde van de Regering geeft toe dat de wetgever, door de Koning te machtigen de voorwaarden en de normen voor de toepassing van de in artikel 43 van het Wetboek van de B.T.W. bedoelde vrijstelling te bepalen, aan de administratie slechts het recht heeft willen laten om te oordelen en na te gaan of de belastingplichtige die zich op de vrijstelling beroept, ook de voorwaarden vervult voor de toepassing ervan. De bevoegdheid van de administratie is dus een gebonden bevoegdheid.

.../...

Ook wordt aangenomen dat de administratie, wanneer zij een vergunning weigert, die weigering moet motiveren als zij oordeelt dat de belastingplichtige ten onrechte vrijstelling vraagt.

De administratie acht zich gerechtigd de vergunning welke zij mocht hebben verleend, in te trekken als de belastingplichtige niet voldaan heeft aan de voorwaarden om vrijstelling te genieten.

In beide gevallen staat beroep open bij de afdeling administratie van de Raad van State.

Ten einde de bedoeling van de Regering weer te geven stelt de Raad voor, artikel 12 als volgt te lezen :

"Artikel 12.-

De vrijstelling kan alleen worden verleend wanneer schriftelijk vergunning is gevraagd aan het hoofd van het controlekantoor van de belasting over de toegevoegde waarde waaronder de betrokkene ressorteert .

In de gevallen bedoeld in artikel 11, § 2, moet de aanvraag melding maken van het totaalbedrag van de uitvoer en de totale omzet van de aanvrager tijdens het verstreken kalenderjaar.

Binnen ... (bijvoorbeeld een maand) ..., verleent de administratie de gevraagde vergunning indien de daartoe gestelde voorwaarden vervuld zijn of verwerpt zij de aanvraag bij een met redenen omklede beslissing.

De vergunning is slechts geldig tot 31 december van het jaar waarvoor ze werd verleend.

.../...

Heeft de belastingplichtige de vergunning gekregen ten gevolge van een vervalste aangifte of komt hij de wettelijke of reglementaire voorwaarden waaronder vrijstelling wordt verleend niet na, dan kan de administratie de vergunning bij een met redenen omklede beslissing intrekken. In dat geval moet de belastingplichtige het als vergunning geldende document teruggeven".

Artikel 13, § 1.

De "boekhouding die voldoende gedetailleerd is" moet niet noodzakelijk overeenkomen met de eisen van het Wetboek van koophandel.

De woorden "die voldoende gedetailleerd is" voegen niets toe aan de strekking van de tekst en kunnen tot betwistingen aanleiding geven. Voorgesteld wordt de tekst eenvoudiger te stellen als volgt :

"... een boekhouding voeren aan de hand waarvan de administratie haar controle kan uitoefenen ...".

In diezelfde paragraaf, eerste en tweede lid, zou gevoeglijk kunnen worden verduidelijkt dat het gaat om "leveranciers van goederen of dienstverrichters, in België gevestigd".

Artikel 13, § 2.

De regelmatigheid van de bestelbon moet niet alleen worden beoordeeld in het kader van het voorschrift van § 1 en van de vermeldingen welke het oplegt. Die bon moet bovendien commercieel geldig zijn.

.../...

Voorgesteld wordt, § 2 uitvoeriger te redigeren als volgt :

"§ 2. De leverancier of de dienstverrichter is van alle aansprakelijkheid ontslagen als de ontvangen bestelbon regelmatig is en de in dit artikel voorgeschreven vermeldingen erop voorkomen".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	R.DECKMYN,	greffier du Conseil d'Etat. griffier van de Raad van State.	

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) R.DECKMYN. — (s.) G.VAN BUNNEN.